

Le vote sur l'initiative «Prima i nostri».

Andrea Pilotti, Oscar Mazzoleni

Le succès de l'initiative de l'UDC tessinois «Prima i nostri» reflète l'émergence et la consolidation au Tessin d'une nouvelle mobilisation régionaliste liée désormais à une relation transfrontalière sous tension. Une enquête d'opinion réalisée auprès de 1141 citoyens tessinois démontre l'importance des différentes perceptions de la situation économique ainsi que des travailleurs frontaliers dans l'explication du vote sur cette initiative.

Depuis la chute du mur de Berlin, les Etats européens et leurs territoires font face à une profonde libéralisation des échanges, à une interdépendance socio-économique accrue, à l'apparition de nouveaux flux migratoires et à de nouvelles formes d'intégration supranationale. L'ensemble de ces différents processus constitue, d'après de nombreux experts, un véritable défi au modèle d'intégration nationale tel qu'il a pu se consolider au cours de la première moitié du 20^e siècle. L'affaiblissement de l'intégration nationale témoigne également d'une remise en question des politiques de redistribution d'inspiration keynésienne mises en œuvre notamment durant les Trente Glorieuses.

Mobilisation régionaliste au Tessin

À l'instar d'autres territoires, le Tessin est touché par cet ensemble de changements à partir d'une position structurellement plus périphérique par rapport à d'autres régions de la Confédération helvétique. En effet, il est le seul canton exclusivement de langue italienne, situé entièrement au Sud des Alpes et avec une histoire de pauvreté et d'émigration séculaire. Le retour des difficultés économiques au début des années 1990, s'ajoutant aux dimensions culturelles et linguistiques, ont ainsi permis l'émergence d'une mobilisation régionaliste qui a pu se concrétiser grâce au rôle crucial joué par la Ligue des Tessinois; un mouvement politique (fondé en 1991) qui a fait de la défense territoriale le cœur de son agenda. En raison de son succès (depuis 2011 la Lega dispose de deux représentants sur cinq dans le gouvernement tessinois) et des défis issus des changements en cours, les enjeux territoriaux ont acquis une importance cru-

ciale dans l'agenda de l'ensemble des principaux partis tessinois, ainsi que du gouvernement et du parlement du canton. Si la mobilisation régionale dure désormais depuis plus de vingt-cinq ans, l'entrée en vigueur des accords bilatéraux et notamment de l'accord sur la libre circulation des personnes depuis 2004, le mélange d'intégration et compétition transfrontalière accrue entre le Tessin et l'Italie du Nord, ainsi que les tensions entre la Suisse et l'Italie relatifs aux questions fiscales ont favorisé la consolidation d'une mobilisation régionaliste qui n'a pas de comparaison avec d'autres régions de la Suisse (Mazzoleni 2017).

La mobilisation régionaliste au Tessin, qui se développe depuis la deuxième moitié des années 2000, embrasse différents enjeux qui thématisent les relations transfrontalières: l'avenir de la place financière, la question des travailleurs frontaliers et du dumping salarial, la concurrence entre les petites entreprises, la politique des transports. Dès lors, une vision controversée de la frontière italo-suisse prédomine, celle-ci est liée, d'une part, aux difficultés grandissantes rencontrées par le canton du Tessin (baisse du revenu cantonal par habitant, persistance d'un taux de chômage plus élevé que la moyenne suisse, augmentation de la dette publique cantonale) et, d'autre part, à la concurrence des travailleurs frontaliers italiens exercée sur une partie de travailleurs-électeurs tessinois. En raison de la crise économique italienne, on assiste depuis 2008 - 2009 à un afflux sans égal de frontaliers venants du Nord de l'Italie: de 38 500 en 2007 à plus de 60 000 aujourd'hui (27 pourcent de la population active cantonale, taux comparable à la situation genevoise, par rapport à une moyenne nationale d'un peu plus de 5 pourcent).

La frontière controversée

C'est dans ce contexte que s'insère le vote tessinois sur l'immigration de masse du 9 février 2014, où une nette majorité de votants (68,2 pourcent, en rapport à une moyenne nationale de 50,3 pourcent) a approuvé l'initiative lancée par l'Union démocratique du centre. Le vote du Tessin avait été par ailleurs décisif pour que l'initiative soit acceptée au niveau fédéral. Or, ce vote, au Tessin, s'est révélé avoir été largement influencé par la peur d'une émargination confédérale et la perception du Tessin comme périphérie vulnérable vis-à-vis de l'Italie et en particulier du Nord de l'Italie (Pilotti et Mazzoleni 2015). Dans le sillage de ce succès, quelques mois après le vote du 9 février, la section tessinoise dépose l'initiative populaire cantonale «Prima i nostri» (*Les nôtres d'abord*) avec presque 11 000 signatures. L'initiative demande d'inscrire dans la Constitution cantonale les principes de l'initiative fédérale «contre l'immigration de masse» acceptée par la majorité des cantons et des votants. L'initiative de l'UDC tessinoise demande entre autres l'introduction d'une préférence sur le marché de l'emploi, à égalité de compétences professionnelles, des citoyens tessinois par rapport aux travailleurs étrangers. En juin 2016, le Grand Conseil lui oppose un contre-projet (soutenu par le Parti libéral-radical et le Parti démocrate-chrétien), en jugeant l'initiative comme irréalisable et peu incisive. Lors du vote, le 25 septembre 2016, malgré l'opposition de plusieurs partis politiques (Parti libéral-radical, Parti démocrate-chrétien, Parti socialiste, Les Verts), des associations patronales (Associations des industriels tessinois, Chambre de commerce du Canton du Tessin), ainsi que des syndicats Unia et chrétien-social OCST, l'initiative UDC «Prima i nostri» est approuvée par une large majorité des votants tessinois (58,3 pourcent). UDC et Ligue des Tessinois étaient les seules forces politiques à la soutenir, tandis que le contre-projet est refusé par une majorité également importante des votants (57,8 pourcent de Non).

À partir d'une enquête d'opinion réalisée auprès de 1141 citoyens tessinois par l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne (Pilotti et

al. 2017), il apparaît que le profil-type du votant ayant soutenu l'initiative «Prima i nostri» est très similaire à celui identifié pour le partisan de l'initiative «contre l'immigration de masse» (Pilotti et Mazzoleni 2014). Plus précisément, l'initiative «Prima i nostri» a été soutenue dans une mesure plus importante par les personnes sans aucune formation ou n'ayant achevé que l'école obligatoire, celles ayant accompli un apprentissage, les travailleurs dépendants ou les chômeurs, les électeurs de la Ligue des Tessinois et de l'UDC ou n'ayant aucun parti de référence, les personnes ne faisant que peu ou pas du tout confiance au gouvernement fédéral et aux syndicats. Le sujet de l'initiative «Prima i nostri» étant étroitement lié à la situation économique et du marché du travail du Tessin, il n'est pas surprenant que la perception de la situation économique personnelle et du canton ait pu également jouer un rôle dans le choix de vote des Tessinois. En bref, une très grande majorité des interviewés (pas moins de 75 pourcent) ayant exprimé un jugement négatif de la situation économique personnelle, celle du Tessin et de la Suisse a approuvé l'initiative «Prima i nostri». D'après l'enquête réalisée, il s'avère que cette perception différente de la situation économique a influencé le vote pour l'initiative «Prima i nostri» dans une mesure même plus importante que lors de l'initiative «contre l'immigration de masse».

Une perception des frontaliers pas nécessairement hostile

La question des travailleurs frontaliers apparaît sans surprise comme un élément déterminant dans le résultat du vote du 25 septembre 2016. Pour mieux approfondir cet aspect, l'enquête réalisée par l'Observatoire de la vie politique régionale a demandé aux participants d'exprimer leur accord sur un ensemble d'opinions concernant les frontaliers. Comme l'illustre le tableau ci-dessous, il existe un écart très net entre les partisans et les opposants à l'initiative «Prima i nostri» au sujet de certaines affirmations. Ainsi, les premiers, contrairement aux seconds, partagent de manière beaucoup

Initiative «Prima i nostri» du 25 septembre 2016 :**Orientation de vote et perception du flux de frontaliers vers le Tessin**

	Oui (%)	Non (%)	N
Le taux actuel de frontaliers réduit le bien-être des personnes vivant au Tessin			
Peu ou pas du tout d'accord	15,8	84,2	158
Assez d'accord	47,2	52,8	248
Tout à fait d'accord	85,7	14,3	356
Ne répond pas	65,0	35,0	40
Total	59,0	41,0	802

Pour fonctionner, les entreprises tessinoises sont souvent contraintes de recruter de la main d'œuvre en dehors du canton

Peu ou pas du tout d'accord	84,0	16,0	131
Assez d'accord	65,3	34,7	363
Tout à fait d'accord	36,5	63,5	255
Ne répond pas	65,5	34,5	55
Total	59,2	40,8	804

L'arrivée de travailleurs frontaliers entraîne une concurrence déloyale au détriment des résidents

Peu ou pas du tout d'accord	17,3	82,7	75
Assez d'accord	27,6	72,4	217
Tout à fait d'accord	80,3	19,7	478
Ne répond pas	53,3	46,7	45
Total	59,0	41,0	815

En raison de la crise dans leur pays, les frontaliers italiens sont contraints de chercher un travail au Tessin

Peu ou pas du tout d'accord	76,9	23,1	78
Assez d'accord	52,8	47,2	197
Tout à fait d'accord	57,4	42,6	486
Ne répond pas	68,1	31,9	47
Total	58,8	41,2	808

	Oui (%)	Non (%)	N
Sans les frontaliers beaucoup d'entreprises tessinoises fermeraient en laissant au chômage également plusieurs travailleurs tessinois			
Peu ou pas du tout d'accord	87,8	12,2	156
Assez d'accord	68,7	31,3	323
Tout à fait d'accord	31,2	68,8	276
Ne répond pas	62,5	37,5	40
Total	59,1	40,9	795

La proportion de frontaliers doit être réglée par un contingent établi par les autorités

Peu ou pas du tout d'accord	14,7	85,3	109
Assez d'accord	38,9	61,1	180
Tout à fait d'accord	78,8	21,2	448
Ne répond pas	64,4	35,6	45
Total	59,8	40,2	782

Les employeurs sont les principaux responsables de l'arrivée excessive de frontaliers au Tessin

Peu ou pas du tout d'accord	21,4	78,6	42
Assez d'accord	49,4	50,6	154
Tout à fait d'accord	64,8	35,2	568
Ne répond pas	61,9	38,1	42
Total	59,4	40,6	806

Les frontaliers assurent une contribution importante à l'économie tessinoise

Peu ou pas du tout d'accord	94,7	5,3	95
Assez d'accord	75,1	4,9	329
Tout à fait d'accord	32,7	67,3	339
Ne répond pas	64,3	35,7	42
Total	59,0	41,0	805

Source : Enquête OVPR-Unil, 2016.

plus significative les opinions selon lesquelles « le taux actuel de frontaliers réduit le bien-être des personnes vivant au Tessin », « l'arrivée de travailleurs frontaliers entraîne une concurrence déloyale au détriment des résidents » et « la proportion de frontaliers doit être réglée par un contingent établi par les autorités ». En revanche, une proportion très élevée des opposants à l'initiative affirme partager tout à fait les opinions selon lesquelles « pour fonctionner, les entreprises tessinoises sont souvent contraintes de recruter de la main d'œuvre en dehors du canton », « sans les frontaliers beaucoup d'entreprises tessinoises fermeraient en laissant au chômage également plusieurs travailleurs tessinois » et

« les frontaliers assurent une contribution importante à l'économie tessinoise ».

Comme déjà observé à l'occasion du vote du 9 février 2014 sur l'initiative « contre l'immigration de masse », il n'existe cependant pas une opinion à priori négative envers les étrangers et plus spécifiquement, pour ce qui est du vote du 25 septembre 2016, envers les travailleurs frontaliers. En effet, si l'on considère les chiffres absolus, seule une petite minorité des votants (environ 12 pourcent, c'est-à-dire 95 personnes sur 805) affirme être peu ou pas du tout d'accord avec l'opinion selon laquelle « les frontaliers assurent une

contribution importante à l'économie tessinoise». De même, une proportion significative des votants tessinois interviewés (599 personnes sur 795, à savoir 75 pourcent des participants) partage assez ou entièrement l'opinion: « sans les frontaliers beaucoup d'entreprises tessinoises fermeraient en laissant au chômage également plusieurs travailleurs tessinois ». Ces ambivalences apparentes quant au jugement exprimé par les votants tessinois sur les travailleurs frontaliers sont finalement tributaires, à l'instar de ce qui avait déjà été observé pour le vote « contre l'immigration de masse » à propos des étrangers, de deux différents raisonnements sur la réalité économique cantonale. D'une part, on reconnaît que l'économie tessinoise ne peut pas se passer en général de la main d'œuvre frontalière. D'autre part, on estime la situation actuelle, peu réglementée et marquée par un important taux de frontaliers en concurrence avec les travailleurs résidents, comme étant problématique.

Pilotti, Andrea et Oscar Mazzoleni, 2014, Il voto ticinese sull'iniziativa «contro l'immigrazione di massa» del 9 febbraio 2014. Lausanne: Travaux de science politique, Université de Lausanne.

Pilotti, Andrea et Oscar Mazzoleni, 2015, Crises économiques et identitaires qui mènent à l'opposition. Dans: terra cognita, 26: 96-98.

Pilotti, Andrea, Oscar Mazzoleni, Carolina Rossini et Madeleine Braulin, 2017, Le votazioni ticinesi del 25 settembre 2016: «Prima i nostri» e «Basta con il dumping salariale in Ticino». Un'analisi del voto. Lausanne: OVRP-Université de Lausanne.

Mazzoleni, Oscar, 2017, Les défis du régionalisme politique en Suisse. Le Tessin et ses relations avec Berne. Genève: Slatkine.

Keine grundsätzlich negative Einstellung gegenüber Grenzgängern

Seit über 25 Jahren wird die Tessiner Politik durch eine regionalistische Mobilisierung und den Willen zur Verteidigung des eigenen Territoriums geprägt. Aus diesem Blickwinkel müssen auch die Ergebnisse der eidgenössischen «Masseneinwanderungsinitiative» vom 9. Februar 2014 im Tessin und der kantonalen Initiative «Prima i nostri» vom 25. September 2016 interpretiert werden. Bei beiden Abstimmungen spielte die Einstellung der Tessiner Stimmbürgerinnen und -bürger zum Thema «Grenzgänger» eine entscheidende Rolle. Die Befürworter der Initiative «Prima i nostri» sind in überdurchschnittlichem Masse der Ansicht, dass «der aktuelle Anteil von Grenzgängern das Wohlbefinden von Bewohnern des Tessins beeinträchtigt» oder dass «Grenzgänger eine Konkurrenz für Einheimische auf dem Arbeitsmarkt darstellen». Dennoch zeigt sich – ähnlich wie bei der Analyse der Abstimmung zur «Masseneinwanderungsinitiative» von 2014, dass a priori keine negative Einstellung gegenüber Zugewanderten und insbesondere Grenzgängern ausgemacht werden kann. Lediglich eine sehr kleine Minderheit von ungefähr 12 Prozent hält fest, dass sie mit der Aussage «Grenzgänger leisten einen wichtigen Beitrag zur Tessiner Wirtschaft» nicht einverstanden sind.

ANDREA PILOTTI

docteur en science politique, est responsable de recherche à l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne.

OSCAR MAZZOLENI

professeur titulaire en science politique, est directeur de l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne.